



Se perdre dans les départementales ou rejoindre au plus vite l'autoroute des luttes ?

Le bulletin cheminot du NPA Le Mans - 20 mars 2015 - #10

C'est sûr, le gouvernement peut s'en inquiéter, les élections départementales des 22 et 29 mars, tout le monde s'en fiche. D'ailleurs, personne n'y comprend rien. Il s'agirait de voter à ces ex cantonales pour des représentants de départements que le gouvernement voulait supprimer il y a un an (pour faire des économies) et dont près de la moitié des compétences ont été déjà transférées aux régions. Personne ne sait à quoi sert le scrutin mais, selon le gouvernement, Valls en tête, c'est le FN qui risque, qui peut, qui va gagner. Alors, sur les radios, les télévisions, la musique gouvernementale est la même. À grands renforts de spots publicitaires, il faut aller voter et voter bien... PS bien sûr ! Pour une autre politique ? Certainement pas ! Hollande et Valls l'ont martelé ces derniers jours : il est « hors de question » de changer de politique.

Un gouvernement rabatteur sur les voies sans issue du FN

Alors, c'est vrai, pourquoi les électeurs voteraient-ils pour le parti au pouvoir qui persiste et signe ? Lui qui est, pour cette raison, le premier responsable de la montée du Front national après trois ans de politique anti-ouvrière.

Pour ne retenir que le pire : la loi pour la « sécurisation » de l'emploi, qui permet une flexibilité sans limite dans les entreprises, de baisser les salaires, d'allonger le temps de travail, de ne plus payer une partie des heures supplémentaires. Et, comme si le patronat n'avait pas déjà tout ce qu'il voulait, le gouvernement nous sort la loi Macron. Tout pour mieux licencier, sans limites.

Le FN embusqué au péage du grand patronat

En réalité, côté FN, personne ne critique la politique anti-ouvrière de Hollande, Valls, Macron, du PS ou de l'UMP. C'est cette politique qui génère une colère bien légitime, grossièrement détournée par le FN dont l'arrivée au pouvoir n'améliorerait en rien, bien au contraire, le sort des travailleurs. Et ceux qui vont voter FN en pensant que « c'est le dernier parti qu'on n'a pas encore essayé » et « qu'il ne peut pas faire pire que ce qu'on a déjà eu » ignorent, ou font semblant d'ignorer, que le FN nous réserve encore pire. Preuve en est le racisme et la propagande anti-immigrés qu'il déploie pour nous le faire accepter et nous diviser.

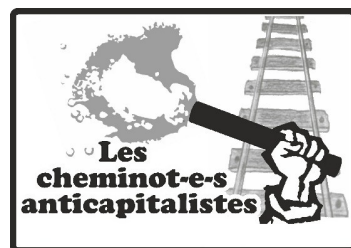
Comme si c'étaient les immigrants qui baissaient nos salaires, qui imposaient la flexibilité,

licenciaient à tour de bras, qui fermaient les usines ! Non, ce sont les grands capitalistes, certains bien français, assoiffés de profits. Ceux-là mêmes que le FN se refuse de dénoncer. Car tous ceux qui veulent diviser les travailleurs en accusant les immigrants sont ceux qui militent en fait pour nous exploiter tous.

La seule riposte possible c'est l'unité des travailleurs contre ceux qui les exploitent

Les travailleurs immigrants sont nos alliés lorsque nous devons nous battre contre des baisses de salaires, une fermeture d'usine, des suppressions de postes, des restructurations ou des heures supplémentaires non payées dues à une flexibilité toujours accrue.

C'est le moment de manifester notre colère en renouant avec les luttes, et en convergeant tous vers ce qui nous unit : l'augmentation des salaires, l'interdiction des licenciements et le contrôle de profits qui vont toujours aux mêmes. Dans n'importe quel secteur, une lutte, même partielle, même limitée, peut devenir en peu de temps l'affaire de tous, à condition qu'elle cherche à se coordonner avec d'autres. Le 9 avril prochain, la journée nationale de grève et de manifestations contre l'austérité et la loi Macron, appelée par la CGT, FO, Solidaires et la FSU doit devenir la première étape pour construire l'indispensable épreuve de force contre toute la politique de ce gouvernement.



Réforme ferroviaire : tout continue en pire !

Accélération des suppressions de postes et des fermetures de lignes, c'est ce que nous promet la réforme ferroviaire. On s'en doutait, nous qui avons fait grève en juin pour la combattre ! Mais c'est un cabinet d'expert qui vient confirmer la saignée que la direction et le gouvernement organisent à l'aide de leur prétendue « réforme ». En juin dernier, on leur a fait peur. La preuve que nous avons les moyens de leur faire remballer la réforme et toute cette politique incessante de suppressions de postes et de restructurations sur notre dos et celui des usagers

Tarifs, amendes, contrôleurs et incidents

Les amendes pour les voyageurs sans billets sur les petits trajets devraient passer de 35 à 50 euros. Prétexte : lutter contre la fraude. D'abord, il faudrait déjà qu'il y ait des contrôleurs à bord des trains. Ensuite, si ceux-ci sont isolés, ce racket risque d'augmenter le nombre des incidents. Nos patrons feraient mieux de se demander pourquoi des gens resquillent...

HRA Access : zéro pointé !

Nous savions déjà que le changement de logiciel de paie engendrait des bugs, mais certains de ces bugs pourront figurer dans le livre des records. C'est ainsi qu'un collègue du Technicentre Sud Est Européen a reçu un bulletin de paie où figurait un salaire de... zéro euro. Le moins que peut faire la SNCF, c'est de payer les agios si ce collègue a un découvert. Mieux vaut donc vérifier attentivement nos feuilles de paie.

Le CAC 40 bat des records !

C'est la crise ? Pas pour tout le monde finalement. Les bénéfices amassés par les sociétés du CAC 40 ont été, en 2014, de plus de 64 milliards d'euros. Cela représente une hausse de 37 % ! Tout juste un an après la fermeture de l'usine d'Aulnay-sous-Bois, PSA a d'ailleurs pu revenir dans ce club très fermé du CAC 40, qui réunit les plus grandes entreprises françaises, avec l'annonce d'un bénéfice de 905 millions d'euros. Ils bloquent nos salaires et licencient, mais de l'argent il y en a !

Ça géGÈNE au FN

Le maire de Béziers, Robert Ménard, affilié au FN, vient de rebaptiser la rue du 19 mars 1962, date de la fin de la guerre d'Algérie... pour lui donner le nom du général Hélié Denoix de Saint-Marc, membre de l'OAS et grand défenseur de l'Algérie française. Ça la fiche mal au moment où Marine le Pen tente de redorer son blason en essayant de faire oublier le côté raciste de son parti. Mais les vieilles habitudes ont la vie dure.

Cause toujours, on n'est pas prêts à se laisser faire

Plan Hôpital 2007, plan Hôpital 2012, plan Marisol Touraine, les noms changent, la recette est la même. Et chaque fois un nouveau tour de vis aux budgets des hôpitaux s'ajoute aux précédents. Au programme du nouveau projet de loi de la Ministre de la santé, la poursuite des regroupements d'hôpitaux, et quelques 22 000 suppressions de postes en trois ans. Voilà qui va encore nous tomber sur le dos en tant qu'aggravation des conditions de travail. Sauf que la ministre peut toujours faire voter ce qu'elle veut au parlement. Il dépend de nous et de nos réactions pour lui faire ravalier toutes les mesures qu'elle préconise.

Une prime d'activité qui manque aux salaires

Valls a annoncé la création d'une prime d'activité, destinée aux salariés touchant un salaire de misère, en remplacement du RSA-activité et de la prime pour l'emploi (PPE). Le problème est que, alors que les démarches pour la PPE étaient simples, celle pour le RSA-activité sont complexes et les droits mal connus, si bien que 70 % des ayants-droits n'en faisaient pas la demande. Avec la prime d'activité, le gouvernement non seulement ne prévoit pas de déboursier un centime de plus, mais espère que la moitié des personnes éligibles n'en fasse pas la demande. Mais, plutôt qu'une aumône, il faudrait surtout imposer au patronat de verser des salaires qui permettent de vivre.

Au Mans la lutte continue

Le personnel de l'hôpital du Mans manifestait une nouvelle fois ce lundi 16 mars dans les rues de la ville. Le jeudi précédent, face à un mouvement de grève et manifestations qui dure depuis plus de 5 semaines, la direction de l'hôpital avait commencé à lâcher un peu du lest, proposant notamment la création de 5,3 postes supplémentaires aux Urgences. Pas 5,5 ni 5,4 ! Mais ne mégotons pas au 1/10ème de poste près. Car de toute façon on est loin de ce qu'il faut, a estimé le personnel qui continue son mouvement.

MANIFESTATION AU MANS

SAMEDI 28 MARS A 15H

PLACE DE LA REPUBLIQUE

TRAVAILLEURS USAGERS DES HOPITAUX

POUR PARLER DE CONVERGENCE DES LUTTES

AVEC LE CHS D'ALONNES !

Si nos idées t'intéressent, n'hésite pas à nous contacter ou à diffuser ce bulletin autour de toi: npa.sarthe@gmail.com